Numérisation CERMTRI

Vendredi 13 Février 1948 - HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 6 FRANCS Numéro 208.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). GUT. 80-60. — C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

En Italie, où les ouvriers contrôlent les usines, la Gauche révolutionnaire et les Jeunesses socialistes quittent le parti de Saragat

Le congrès du parti socialiste des travailleurs italiens (P.S.L.I) vient de se conclure à Naples dans la nuit de jeudi, sur un coup de théâtre. La plupart des délégués d'extrême-gauche ont quitté la salle du congrès après le vote sur les résolutions. Au cours de ce vote, la motion combinée du centre et de la droite du parti remportait 163.000 voix, celle de l'extrême-gauche en remportait 27.000.

Du côté de la bourgeoisie ou du côté des ouvriers en lutte ?

Cet événement sensationnel n'est pas une surprise pour ceux qui ont suivi avec attention l'évolution de la situation italienne et des différentes tendances du parti de Saragat.

Ce parti est né, il y a un an, d'une scission du parti socialiste unifié. L'extrême-droite réformiste — la tendance « Critica sociale » — et la gauche — la tendance « Initiativa socialista » — quittèrent le parti socialiste unifié, dirigé par l'appareil stalinophile de Basso et Nenni, qui rendait la lutte de tendances pratiquement impossible.

Mais la coalition de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche s'avéra bientôt un mariage contre nature. La droite du nouveau parti, s'appuyant solidement sur une base petite bourgeoise, voulait faire du parti l'aile marchante des classes moyennes. Elle ne pouvait considérer le P. S. L. I. autrement que comme partie intégrante de la coalition gouvernementale ; elle s'opposait violemment à tous les mouvements grévistes qu'elle dénonçait, en écho à la presse bourgeoise, comme des « machinations » du Kominform et des tentatives de saboter l'« économie nationale ».

La gauche connut une différenciation dans ses rangs. Les anciens dirigeants d'« Initiativa socialista » — Zagara, Matteoti et autres — s'avéraient de plus en plus comme de vulgaires centristes, dont la fonction consistait à fournir une couverture « de gauche » à la politique de collaboration de classes conséquente des dirigeants droitiers du parti. Ils se prononcèrent en faveur du plan Marshall, de la « troisième force » et contre la participation aux luttes ouvrières. Une nouvelle tendance se cristallisait alors à la gauche du P. S. L. I., autour de la direction des Jeunesses socialistes, mais comportant également de nombreux camarades adultes. Ils n'acceptèrent pas les capitulations centristes des dirigeants centristes devant la droite du parti et exigèrent une orientation active de politique révolutionnaire.

★

Vers la fin de l'automne, il devenait clair que la direction du parti s'efforçait à tout prix d'entrer dans le gouvernement de Gasperi. Cela était clairement prévu par l'extrême-gauche du parti, qui s'efforçait de créer à l'intérieur du parti un barrage contre cette bonzeuverie définitive de l'organisation. Le Congrès de la F. G. S. (la Jeunesse socialiste italienne) démontra clairement, au début de novembre, que les militants les plus avancés n'acceptaient d'aucune façon de se laisser transformer en bisteurs de grèves et voulaient s'opposer systématiquement à toute collaboration gouvernementale.

A peine ce Congrès terminé, des événements politiques de la plus haute importance amenèrent la gauche révolutionnaire à traduire en actes ses décisions. Lors des événements insurrectionnels de Milan, l'ancien secrétaire général de la F.G.S., le camarade Solari, se solidarisa sur

(Suite en deuxième page)

UN MILLION POUR LES 4 PAGES

« La Vérité » doit paraître sur quatre pages au mois de mars.

Les premières souscriptions commencent à nous parvenir. Poursuivez vos efforts et grâce à l'action de tous « La Vérité » reviendra à son ancien format.

Dans notre dernier numéro, nous avons fait connaître aux Régions les « quotas » qui leur étaient fixés par le bureau politique.

Déjà, la Région parisienne a établi pour chaque cellule le chiffre de souscription à recueillir. Chaque région doit faire cette répartition au plus tôt.

Il est bien entendu que l'effort de chacun ne peut être limité et que les sommes fixées ne le sont qu'à titre indicatif. Nous devons gagner la campagne des quatre pages. Ce sera difficile, mais les travailleurs qui ont vu « La Vérité » à leurs côtés dans les grèves sauront lui apporter leur aide afin qu'elle devienne pour eux une arme encore plus efficace dans les luttes.

DURAL.

Première souscription

BUREAU POLITIQUE

Jacques Privas	2.500 fr.
Favre-Bleibtreu	2.500 »
Pierre Frank	2.500 »
A. Artaud	2.500 »
Pierre Lambert	2.500 »
Marin	2.500 »
Michèle Mestre	2.500 »
Cellule Quimper (1er versement)	400 »
Groupe travailleurs vietnamiens Tan Badevel, 750 ;	

La réponse à la vie chère

ECHELLE MOBILE des salaires, pensions et retraites

Rien ne semble plus devoir arrêter la hausse vertigineuse des prix. Affolé par cette montée en flèche, le gouvernement a ressorti sa vieille boite à malice. On va voir : tous les cours doivent être publiés. La radio viendra à la rescousse de la presse. La guerre des étiquettes va recommencer. Branle-bas de combat au contrôle économique.

Hélas, les mesures ne sont pas nouvelles. Vichy les a imaginées il y a tantôt cinq ans. Tous les gouvernements qui se sont succédé depuis la Libération les ont reprises. Elles furent inopérantes. Elles le seront encore aujourd'hui, quoi qu'en dise M. Abelin.

Il est vrai que celui-ci dispose d'une nouvelle arme : les importations massives. « Je jetterai sur le marché, a-t-il déclaré, 35.000 tonnes de pommes de terre des Etats-Unis et 8.000 tonnes de viande argentine... »

M. Abelin essaie de jouer au croque-mitaine avec les spéculateurs, mais lui-même ne se prend pas au sérieux.

Le Monde, qui ne manque pas d'à propos, faisait remarquer mardi soir que la pénurie des moyens de paiement limite les importations et que la consommation française de viande a été de 1.500.000 tonnes en 1946 et celle de pommes de terre de 6 millions de tonnes.

Personne ne se fait d'illusion sur ces mesures de panique : ni les ouvriers qui ne sont pas dupes, ni la bourgeoisie, bien plus clairvoyante que le prétend M. Abelin.

∴

Les salaires, eux, restent sagement à l'index que Daniel Mayer leur a fixé. Pas question qu'ils courent derrière les prix, puisque le gouvernement, reniant les promesses qu'il fit au lendemain des grèves de décembre, maintient sur le corset de fer de la législation arbitraire héritée de Vichy.

La commission des salaires et des prix, qui doit rapporter sur le rapport entre salaires et prix depuis le 1er décembre devant le Conseil économique, piétine lamentablement.

Elle ne peut conclure qu'à l'effondrement du pouvoir d'achat des salariés. Aussi le patronat et les chefs réformistes ont-ils inventé mille astuces pour fausser des chiffres trop criants.

Qu'ils manœuvrent, c'est la mégère qui juge en dernier ressort, lorsqu'elle passe de la boucherie à l'épicerie et qu'elle règle la note d'électricité.

Réduits à une misère grandissante, les travailleurs ont aujourd'hui la preuve tragique que la lutte est inopérante si elle ne règle pas la garantie du pouvoir d'achat.

C'était là l'objectif essentiel des grèves de décembre dernier. Il n'a pu être atteint. Aussi les patrons reprenant aujourd'hui au quadruple ce qu'ils ont dû lâcher hier.

Les travailleurs n'ont pas encore retrouvé la voie de la grève, mais même les plus découragés savent que si la lutte reprend, ce sera pour arracher la révision automatique des salaires.

Cette révision automatique des salaires ne peut pas être autre chose que l'échelle mobile réclamée d'une façon conséquente et incessante par l'avant-garde ouvrière et le P.C.I.

Les dirigeants du P.C.F. parlent beaucoup de révision automatique des salaires, mais veulent-ils utiliser tous les moyens dont ils disposent pour imposer cette revendication à la bourgeoisie ?

Il y a 184 députés communistes à la Chambre (il y a aussi un certain nombre de députés socialistes qui n'ont pas voté le plan Mayer): qu'attendent-ils pour déposer un projet de loi réclamant la révision automatique des salaires et l'élaboration de conventions collectives nationales ? Qu'attendent-ils pour appeler les travailleurs à soutenir cette revendication ?

∴

Ce sont les ouvriers qui doivent reprendre l'initiative de la contre-offensive contre la bourgeoisie.

Dès maintenant, il est possible, dans les usines, les bureaux, les ateliers de recommencer l'action pour le minimum vital et l'échelle mobile.

Des pétitions doivent circuler exigeant des députés se réclamant de la classe ouvrière qu'ils utilisent la tribune du Parlement à des fins révolutionnaires. Dénoncer la politique réactionnaire de la bourgeoisie ne suffit pas, il faut lui imposer l'application du minimum vital, de l'échelle mobile des salaires et les conventions collectives nationales.

Des délégations doivent être constituées pour se rendre au siège des organisations syndicales, afin d'exiger d'elles qu'elles prennent aussi la tête de cette lutte.

Dans les cahiers de revendications que les travailleurs élaborent actuellement, doivent figurer non seulement l'application de l'indice 115, le contrôle ouvrier sur les temps, l'application des 30 % sur le salaire réel, le contrôle ouvrier sur l'embauche, mais aussi le minimum vital et l'échelle mobile.

Sur ce programme, l'unité d'action ouvrière peut être ressoudée et ouvrir la voie à de véritables succès dans la lutte pour le pouvoir d'achat.

Au moment où le P.C.F. reprend à son compte la révision automatique des salaires, dans les usines, les ateliers, le Front Unique peut et doit être réalisé entre les militants du P.C.I. et ceux du P.C.F. pour organiser et préparer l'action qui fera céder le patronat.

Michèle MESTRE.

ENTRETIEN BOLLAERT-BAO DAI

REGARDE CE ZOLI PETIT ZOISEAU ! ÇA TE DIT RIEN ?

Un petit roi pas cher

A. Pol

Les camps de concentration renaissent

Appel du Comité central des travailleurs vietnamiens

Dans les journées du samedi 31 janvier et du dimanche 1er février, d'importantes forces de police et de gardes mobiles ont procédé, dans toute la France, à l'encerclement des camps de travailleurs vietnamiens et à l'arrestation de cent vingt-six d'entre eux.

Ayant constaté sans doute l'impopularité de cette action policière, le ministre de l'Intérieur, avec une hypocrisie et un machiavélisme sans pareils, a publié, quelques jours après, un communiqué démentant les nouvelles de l'arrestation et parlant d'un simple « regroupement » de travailleurs en vue de leur rapatriement.

Cet euphémisme voulu ne trompe en réalité personne. Ces rafles furent préparées de longue date et appartiennent à un plan mûrement élaboré par le ministère de la France d'outre-mer. En effet, M. Chaillé, chef de la Direction des travailleurs indochinois (D.T.I.) au ministère de la France d'outre-mer, et par ailleurs « socialiste », dans une circulaire confidentielle du 13-1-1948, a envisagé la *création d'un camp spécial sur lequel seraient dirigées les unités réfractaires.*

Ce camp « spécial » de Bias, à Villeneuve-sur-Lot, n'est rien moins qu'un camp de concentration où l'on enferme les « réfractaires », c'est-à-dire, en général les délégués des travailleurs et ceux qui avaient l'heur de ne pas plaire aux autorités.

Ainsi, 150 travailleurs, arrêtés à Marseille, Bergerac, Limoges, Montluçon, Issat-les-Bains, Villefranche-sur-Saône, Grenoble, Belfort, Badevel, Epinal, Remiremont, Pouxeux, Saint-Dié, Toulouse, Montauban, Tarbes, Mont-de-Marsan, etc., furent dirigés vers ce camp avec d'impressantes forces de gardes mobiles.

Il s'agit d'une façon claire et évidente d'une « concentration » classique dans un univers concentrationnaire classique et non pas, comme le prétend le communiqué du ministère de l'Intérieur, d'un simple « regroupement ». Les détenus sont obligés de coucher par terre. Ceux qui furent arrêtés par exemple à Belfort n'avaient droit à avoir sur eux que des vêtements légers. Au camp de Bias, les détenus n'ont droit qu'à un seul et maigre repas par jour. L'eau à boire est distribuée goutte par goutte. Quarante gardes mobiles surveillent le camp jour et nuit, mitraillette au poing. Pour aller faire ses besoins, le détenu est accompagné d'un policier. C'est la vie de prison en plus.

Quel est donc le crime de ces travailleurs qu'on arrache à leurs camps, à leurs camarades, et qu'on emprisonne ?

Ils ont été pour la plupart dévoués au service des travailleurs et auxquels ceux-ci ont accordé leur confiance. Ils ont été pour la plupart des délégués des Comités reconnus d'ailleurs officiellement par la D.T.I. et le ministère de la France d'outre-mer. Ils ont été des « réfractaires » au colonialisme, au fascisme, à l'arbitraire. Voilà leur crime.

(Suite en deuxième page)

Sans exclusive, ni préjugé Œuvrons au Regroupement Révolutionnaire

Les « gérants loyaux du capitalisme » continuent de récolter les fruits qu'ils ont semés. De plus en plus nombreux, les militants socialistes dégoûtés par la politique de leurs dirigeants quittent la social-démocratie.

Les Jeunesses socialistes ont rompu les premières, puis ce fut l'Action socialiste et révolutionnaire. Enfin, la tendance Bataille socialiste vient d'être exclue.

Ces courants ne sont d'ailleurs pas les seuls à chercher aujourd'hui la voie du rassemblement des révolutionnaires. D'autres militants, tels certains encore membres du P.S., sont à la recherche d'une semblable solution.

Comprenant toute l'importance du regroupement de tous les militants révolutionnaires, le P.C.I. a réalisé, à plusieurs reprises, l'unité d'action avec les camarades des Jeunesses socialistes et ceux de l'Action socialiste révolutionnaire.

C'est ainsi que les militants des J.S., de l'A.S.R. et du P.C.I. se sont retrouvés dans les entreprises, côte à côte, pour défendre la sauvegarde de l'unité syndicale, sur la base de la démocratie et d'un programme de classe, pour lutter contre les lois scélérates, la répression, etc.

Un pas en avant a encore été fait lorsque ont été pris par les trois organisations les premiers contacts pour discuter fraternellement les conditions qui pourraient permettre que se constitue le nouveau parti révolutionnaire, vers lequel tend chacune des organisations. C'est ainsi que le conseil national de la Jeunesse socialiste soulignait son accord avec le P.C.I. sur les questions fondamentales.

L'exclusion de la Bataille socialiste et la constitution d'un autre groupe auteur du journal France-Tireur constituant des éléments nouveaux dans la voie du regroupement révolutionnaire.

Nous avons enregistré, avec satisfaction, que l'éditorialiste de la Bataille socialiste, Elie Blancourt, appelait, la semaine dernière, dans la B. S., au regroupement de tous les révolutionnaires.

La récente rupture des camarades de la Bataille socialiste ne leur a pas encore permis de définir leur programme d'action. Cependant, nous pensons qu'ils ne tarderont pas à préciser leur position sur les problèmes essentiels qui se posent actuellement devant la classe ouvrière.

∴

Les possibilités du regroupement révolutionnaire sont aujourd'hui larges. A notre avis, il doit tendre à rassembler sans exclusive les militants ayant rompu avec la social-démocratie et les militants qui, ayant rompu avec les vieilles organisations depuis plus longtemps, se sont organisés sur le programme de la IVe Internationale.

Mais il ne faut pas perdre de vue que d'autres militants peuvent être amenés à rejoindre ce regroupement révolutionnaire : il s'agit d'un certain nombre de militants du P.C.F. qui, conscients de la trahison de leurs dirigeants, cherchent aujourd'hui une autre voie.

Placés, comme l'ensemble du monde ouvrier, devant le dilemme U.R.S.S.-U.S.A., les militants révolutionnaires, pour sauver la victoire des prochains combats et arriver à l'élargissement du regroupement révolutionnaire, seront amenés à se prononcer sur la nécessité d'un troisième parti ouvrier. Ni inféodé à la diplomatie de Staline, ni lié aux intérêts de la bourgeoisie française accrochée aux basques de Truman, il sera dévoué entièrement et exclusivement aux intérêts de classe du prolétariat international. Seul, ce parti, par un programme concret, peut apporter le ferment à l'unité d'action ouvrière, plus que jamais indispensable.

Le parti communiste internationaliste, soucieux de voir se réaliser le bloc des militants révolutionnaires, se déclare, quant à lui, prêt à participer à toute discussion en vue d'élaborer la plate-forme générale et le programme d'action du futur parti révolutionnaire.

C'est pourquoi il pense qu'il serait utile que soit organisée entre les divers groupes une conférence de discussion sur ces problèmes essentiels pour l'avenir du mouvement ouvrier.

Jacques PRIVAS.

E D I T O R I A L par FAVRE BLEIBTREU

RENVERSER LA VAPEUR

Jour après jour le gouvernement de la 3e Force accumule les mesures antipopulaires.

Oppression économique

Dans une improvisation fébrile et apparemment incohérente, il s'efforce de faire supporter la crise du capitalisme français aux classes moyennes par le prélèvement exceptionnel, j'emprunt forcé, et à toutes les couches laborieuses par la dévaluation généralisée de vie chère.

A-t-il, au moins, l'espoir de stabiliser l'économie ? Nous ne lui ferons pas l'injure de le croire aussi aveugle.

Sa politique économique s'éclaire et apparaît conséquente pour qui sait discerner les réalités de classe derrière les phrases doucereuses sur l'Etat arbitre et défenseur de « l'intérêt commun » : Schuman n'est pas un arbitre, mais un valet diligent au service du patronat. Contraint, malgré l'échec de la grève, à accorder quelques avantages minimes et illusoires aux salariés, il s'emploie aujourd'hui à les reprendre avec usure par le hausse des prix. Tant d'ailleurs que le capitalisme pourrissant est dans l'incapacité absolue d'assurer aux travailleurs un sort vivable et que la lutte pour de meilleurs salaires n'a de sens que dans le cadre d'une lutte révolutionnaire.

Oppression politique

L'offensive bourgeoise, nous la voyons aussi se développer sous les traits hideux du colonialisme. Le socialiste Jules Moch rétablit en France les camps de concentration et enferme 150 délégués et travailleurs vietnamiens.

Certes, le début est modeste ; notre « socialiste » n'a pas la conception grandiose d'un bourreau à la Himmler. Mais ce début nous suffit à comprendre qu'une menace directe pèse sur l'ensemble des esclaves coloniaux : vietnamiens, arabes, nègres, qui refusent de se courber sous le joug. Et les portes des nouveaux camps de concentration pourraient bien, un jour, se refermer sur tous les adversaires du gouvernement réactionnaire.

Abandonnant sa feuille de vigne démocratique, le ministère socialo-M.R.P., le même semaine, ouvre la frontière espagnole, renforçant l'audace et la morgue de Franco.

Fruits de la division

Tels sont les derniers fruits, les plus amers, de l'échec des récentes grèves et de la division ouvrière qui le provoque. La rupture du front de combat au cours même des grèves, puis la scission syndicale sont les atouts maîtres de l'offensive bourgeoise.

Ces jours derniers, nous voyons la criminelle scission syndicale s'étendre internationalement. La coupure se consomme dans la F.S.M. Non pas sur une ligne de classe, mais par l'alignement des uns sur le camp de l'U.R.S.S. et des autres sur le camp des U.S.A.

Les partis « ouvriers » poursuivent leur œuvre de déchirement du mouvement ouvrier. Le comité directeur du parti socialiste, après avoir esquissé un semblant de résistance, capitule à nouveau devant Blum-Schuman et piétine du plus belle les résolutions du congrès. La direction du P.C.F., en docile instrument de la bureaucratie de Moscou, intensifie sa frénétique propagande chauvine contre « le parti américain », substituant à la lutte des classes l'opposition entre les « bons Français » partisans de « l'indépendance nationale » et les mauvais Français partisans du plan Marshall. Son ardeur n'a pas été refroidie par la manifestation de commémoration du 12 février (qui fut, elle, une victoire de l'unité d'action !) où il était perceptible que les militants du P.C.F. se trouvent maintenant isolés par les zigzags incessants de leurs dirigeants.

Préparer la contre-offensive

Malgré les points marqués, la bourgeoisie est inquiète. Elle sait que la hausse accélérée des prix ne peut manquer de provoquer de nouvelles vagues de grèves. Déjà reparaissent les mouvements partiels de catégories sur divers points du territoire. Ils sont, et les patrons le constatent sans plaisir, l'écho affaibli des mouvements plus larges qui se développent en Europe occidentale : en Belgique, la grève des mineurs de Liège et du Borinage ; en Italie, l'occupation des usines, le contrôle ouvrier, le développement ascendant des milices populaires tendis que prend naissance le parti révolutionnaire.

Les luttes renaîtront, personne n'en peut douter. Ce qui importe, ce n'est pas d'en prévoir la date, mais d'en assurer l'issue victorieuse. Cette tâche, très lourde, repose sur la capacité de l'avant-garde révolutionnaire à définir les voies et moyens de la lutte.

C'est dans un PROGRAMME D'ACTION et les MOYENS DE CETTE ACTION. Le premier des moyens, c'est la coordination des efforts, le rétablissement de l'unité de front prolétarien par delà la scission syndicale. Sur l'unité d'action, l'offensive bourgeoise se brisera les dents.

Pointes Rouges

Le tortionnaire dénazifié

Le bourreau du Châtenbriant, le fusilleur des gardes mobiles « Tonys », n'a pas pu passer en jugement, car il est très affaibli mentalement en Allemagne.

Pensez donc, si les « Tonys et Cie » n'occupaient pas l'Allemagne, le fascisme serait bien capable de rendre la-bas.

Faites payer les pauvres

Les presses nous apprend que Maurice, ayant, en entrant en prison, 190 kilos de bonnes et qu'il en a le triple en sortant.

Les journaux nous apprennent également que Jeanniot est au « droit politique ».

Et nous savons que des dizaines de prolétaires qui battent pour leur pain et celui de leurs enfants sont injustement au « droit commun ».

Que voulez-vous savoir d'autre ? Qu'il y a des socialistes et des stalistes « dans le gouvernement ?

Quand Blum aspire à devenir « Père des peuples »

Au quai de Tocqueville, d'un partisan de la tendance « Bataille socialiste », le camarade Fredon, en lutte avec le camarade Blum, le Pistolère : « On ne peut pas avoir raison contre son père ».

« Ce qu'on ne vous a pas dit »

Les révélations se succèdent. On se bat à grands coups de secrets du Parti socialiste. Les révélations Ribbentrop, « le bon U.S.A. qui aide Hitler. »

A notre époque (1945), un certain nombre d'artistes et d'hommes politiques rappelèrent au tribunal de Nuremberg qu'il y avait en universités proches de Moscou où des quantités de révolutionnaires furent massacrés. Staline les avait traités d'agents de Hitler. Il ne tenait qu'à lui de prouver ses sensations, puisque'il possédait encore les archives tsarisses. Staline se tut, prouvant ainsi que les vrais criminels étaient les juges de Moscou. Les bourgeois américains se tuvrait également, faisant bloc avec Staline contre la vérité.

Ce que Molotov ne dit pas :

Lorsque la bande fourbure (Churchill, Dulodier, de Gaulle, Roosevelt) commença, quantité d'idéotés, la bagarre contre la bande Al Capone (Hitler, Mussolini), ce n'empêchait pas les affaires. Pendant que Staline, en vertu du fameux pacte, fournissait du manganèse et du blé à Hitler, Roosevelt, le grand démocrate, se n'est pas aperçu pendant trois ans (de 1941 à 1944) que l'ennemi bourgeoisie en continuant, passent par l'Espagne, traversait la France par trains entiers chaque jour, pour rouler cacaïte dans les tanks de Hitler.

Ce que Truman n'a pas dit :

Au procès de Nuremberg, nous avons déjà les archives secrètes de Hitler. Mais, de Moscou à New-York, on s'est arrangé pour ne pas étaler devant le monde les histoires de manganèse et d'essence.

A notre époque (1945), un certain nombre d'artistes et d'hommes politiques rappelèrent au tribunal de Nuremberg qu'il y avait en universités proches de Moscou où des quantités de révolutionnaires furent massacrés. Staline les avait traités d'agents de Hitler. Il ne tenait qu'à lui de prouver ses sensations, puisque'il possédait encore les archives tsarisses. Staline se tut, prouvant ainsi que les vrais criminels étaient les juges de Moscou. Les bourgeois américains se tuvrait également, faisant bloc avec Staline contre la vérité.

Ce qu'il faut dire :

Aujourd'hui, l'idylle des grands alliés est terminée et New-York met les pieds dans le plat. On publie les félicitations de Molotov à Hitler lors de l'invasion de la France. On publie les photos de Staline serrant la main de Ribbentrop. On publie les photos des trains qui roulent à vide. Mais, en se jetant toute cette boue, on prouve ainsi qu'on a menti sciemment aux travailleurs.

Toute d'une explication politique, cette suite phrase ne prouve pas grand-chose. Mais, en ne disant rien, Pierre Frank, depuis le mois janvier à l'avant du Quotidien, en présente par Charles Ledoux.

Il n'y a que Kautier qui vient de Cryptonier ses copains de la F.P.I.O.

Variations sur la mode

Lisez « Espoir » ou Force « Ouvrière » et vous verrez que le Bolchevisme a toujours été ennemi de la mode. Il a toujours été contre la jupe courte, le pantalon « Zazou » et les cheveux « Ondulés ». Si encore cet ennemisme était conduit à des Blancs que n'en revendent pour des Rouges, ce n'est pas, par exemple ». Si ça ne vous fait pas rigoler, vous pouvez vous traduire cette en vietnamien.

Train de l'Amitié

« Train de l'Amitié », quel doux nom ! Et même que tout le démocratie et le Tranvin pratique la philanthropie.

Le journal « Ce soir » n'est pas valable pour que le Bolchevisme « Ouvrier » ait des intérêts d'argent du Congo mais Bolchevisme « Ouvrier » « Ouvrier » « Si encore cet ennemisme était conduit à des Blancs que n'en revendent pour des Rouges, ce n'est pas, par exemple ». Si ça ne vous fait pas rigoler, vous pouvez vous traduire cette en vietnamien.

Dans la presse humoristique

Le journal « Ce soir » n'est pas valable pour que le Bolchevisme « Ouvrier » ait des intérêts d'argent du Congo mais Bolchevisme « Ouvrier » « Ouvrier » « Si encore cet ennemisme était conduit à des Blancs que n'en revendent pour des Rouges, ce n'est pas, par exemple ». Si ça ne vous fait pas rigoler, vous pouvez vous traduire cette en vietnamien.

Ecriture sainte

Les policiers auteurs de cet acte d'éclat n'ont fait que se conformer aux directives du Parti de nous ce qu'affirme le secrétaire de l'Organisation Nationale Patrick Henry dont le but est d'obtenir le retrait du droit de grève.

« Je dénonce le droit de réunion des ouvriers, dit cet honorable représentant, il est honteux que Vous avez droit séparé les ouvriers des Blancs et qu'ils forment bonnes dans la jungle africaine pour leur nature pervertie.

Les trois instituteurs vierges de la Nouvelle-Orléans ignorent, sans doute cette révélation scientifique. Tous instituteur qu'ils sont.

Toute d'une explication politique, cette suite phrase ne prouve pas grand-chose. Mais, en ne disant rien, Pierre Frank, depuis le mois janvier à l'avant du Quotidien, en présente par Charles Ledoux.

Il n'y a que Kautier qui vient de Cryptonier ses copains de la F.P.I.O.

Numérisation CERMTRI

La lutte pour L'UNITÉ SYNDICALE à Neuves-Maisons

Dans ce centre de la sidérurgie de Meurthe-et-Moselle, la commission administrative de l'union locale a pris une excellente initiative, tendant à poser les bases démocratiques de reconstruction d'une C.G.T. unique. Conviant les syndiqués à une assemblée générale, la C.A. a demandé aux trois tendances de la C.G.T. d'envoyer des délégués, afin d'informer la base de leur position face aux problèmes suivants :

L'unité, les conditions démocratiques de cette unité et l'orientation permettant de rassembler des syndiqués de toutes tendances.

Force ouvrière n'a pas jugé utile de se faire représenter à l'assemblée générale, démontrant ainsi que, dans cette région, les dirigeants de Force ouvrière ne tendent guère à l'expliquer dans une assemblée démocratique, où chacun pouvait librement s'exprimer.

La tendance du Front ouvrier avait mandaté la camarade Lambert, qui, après un court exposé du secrétaire départemental des métaux Dupont, a expliqué le point de vue développé par le manifeste de la conférence d'unité syndicale du 1er février.

La majorité confédérale avait mandaté Alfred Costes, secrétaire de la Fédération des métaux, dont le discours de Costes fut centré autour de cette idée : « Ne parlons pas du passé. » « Si la grève générale a échoué dans la sidérurgie, c'est que les métallos de cette région n'avaient pas de traditions de combat. Une grève, pour être victorieuse, doit employer toutes les armes. Or, dans la sidérurgie, la question capitale qui peut faire basculer le Comité des forges : c'est de laisser tomber les feux des hauts fourneaux. »

Effectivement, il faut, pour obtenir la victoire, employer ces armes, mais ce n'est pas par défaut de « traditions de combat » qu'elles n'ont pas été employées : c'est toute la politique de Costes qui est responsable de ce fait. Chez Renault, par exemple, les grévistes avaient bien des traditions de combat. Par qui ces groupes ont-ils été dissous ? Par les amis de Costes. Qui a appelé les sidérurgistes de la Lorraine à laisser tomber les feux, à organiser des groupes de combat ? Qui a appelé tous les travailleurs à la grève générale ? En tout cas, jamais la C.G.T., qui, par la plume de Frachon, dans l'Humanité du 7 décembre, fulminait contre les « imbéciles » qui voulaient faire croire que la C.G.T. voulait la grève générale. Si les revendications mises en avant par Costes étaient identiques à celles développées par Lambert :

Défense des avantages acquis,

Garantie du salaire par la révision périodique du barème,

il est clair, d'autre part, que les objectifs profonds des combats que peut engager la C.G.T. sont, avant tout, « la formation d'un gouvernement où les ministres communistes auraient une place de choix ».

Or, pendant trois ans, Croizat a été ministre du Travail, et, pourtant, le sort de la classe ouvrière n'a cessé d'empirer. Les objectifs réels de la direction confédérale n'ont rien à voir avec les intérêts profonds — anticapitalistes que — des travailleurs. La seule garantie du succès, c'est la formation, sur le plan syndical, d'une tendance unitaire — indépendante de la politique de Jouhaux et de Frachon — et seule capable de rassembler dans l'action tous les travailleurs ; ceux de Force ouvrière, qui ne veulent pas servir les intérêts de la diplomatie du Kremlin ; ceux de la C.G.T. dont les objectifs de combat sont beaucoup moins le redresser de Thorez, comme vice-président du Conseil, dans un gouvernement de collaboration de classes, que la lutte anticapitaliste et révolutionnaire, pour défendre les avantages acquis et les libertés ouvrières contre l'offensive patronale et gouvernementale, et pour obtenir le minimum vital garanti par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier.

Le sort des luttes de demain dépend de la formation d'une nouvelle direction qui lutterait dans toutes les centrales pour la réunification démocratique d'une C.G.T. unique et de lutte de classes. L'assemblée générale de Neuves-Maisons rendrait un peu en avant dans cette voie. Il doit être suivi partout comme l'indiquait justement le manifeste de la conférence en ces termes :

« Réclamons avec force :

» La convocation d'assemblées générales et de congrès extraordinaires avec l'ordre du jour :

» L'unité,

» Les conditions démocratiques de cette unité.

» L'orientation permettant de rassembler dans l'action des syndiqués de toutes tendances.

» Exigez la préparation démocratique de ces assemblées générales et de ces congrès syndicaux, fédéraux, départementaux et confédéral par des comités d'organisation où figureront des délégués des militants des divers courants ; Vie ouvrière, Force ouvrière, Front ouvrier, C. N. T. ; cette tendance accepte la nécessité de refonder l'unité. »

APPEL VIETNAMIEN

(Suite de la première page)

Et le gouvernement, violant ses propres lois, a fait le « regroupement de ces « réfractaires » dans un camp de concentration. Les colonialistes au sein de la D.T.I. et du ministère de la France d'Outre-mer, dans leur désespoir, tentent, soit vouloir décapiter les camps des travailleurs vietnamiens. Ils ont voulu séparer les délégués du reste des travailleurs et désorganiser ceux qui restent dans l'espoir de les soumettre à leur merci. Ils préparent pour les uns les bagnes en Indochine et pour les autres les travaux forcés dans les plantations de caoutchouc en Cochinchine ou dans les charbonnages de Hongay au Tonkin. Ils veulent frayer le chemin à Bao-Dai dont nous, les travailleurs, ne voulons pas. Un tel dessein ne peut être toléré par la classe ouvrière française, par les travailleurs de France, par toutes les consciences honnêtes du monde. Le retour du colonialisme parmi les peuples opprimés prélude celui du fascisme dans les nations avancées.

Nous en appelons à la solidarité internationale de tous les opprimés pour mettre un frein à la répression impérialiste.

Travailleurs de France, de vos ateliers, de vos bureaux, de vos syndicats, envoyez de partout au gouvernement des motions de protestation contre l'arbitraire policier, contre l'arrestation du délégué vietnamien Tran-Ngoc-Danh, contre l'incarcération des travailleurs vietnamiens à Bias, pour leur retour auprès de leurs camarades.

Le 8 février 1948.

Le Comité central des travailleurs vietnamiens en France.

Les travailleurs vietnamiens internés à Bias font la grève de la faim

Nous avons reçu la résolution suivante :

« 126 travailleurs vietnamiens, arrêtés arbitrairement et détenus au camp de Bias, à Villeneuve-sur-Lot,

» Après avoir pris connaissance de l'intention du gouvernement français de les transférer à Saïgon, sous le fallacieux prétexte de les rapatrier, alors qu'en réalité, il veut les soustraire à l'opinion du public français et mieux les livrer aux griffes des colonialistes comme il a été fait pour leurs camarades rapatriés sanitaires,

» Décident à l'unanimité de faire une grève de la faim indéterminée à compter du 10 février 1948.

» De protester contre leur transfert à Saïgon, transfert qui s'avère plein de menaces pour leur sort et demander leur libération immédiate.

» Font appel à toutes les organisations ouvrières et démocratiques pour les soutenir dans leur lutte. »

Fait à Villeneuve-sur-Lot.
le 7 février 1948.

Les travailleurs vietnamiens internés à Bias font la grève de la faim

Nous avons reçu la résolution suivante :

« 126 travailleurs vietnamiens, arrêtés arbitrairement et détenus au camp de Bias, à Villeneuve-sur-Lot,

» Après avoir pris connaissance de l'intention du gouvernement français de les transférer à Saïgon, sous le fallacieux prétexte de les rapatrier, alors qu'en réalité, il veut les soustraire à l'opinion du public français et mieux les livrer aux griffes des colonialistes comme il a été fait pour leurs camarades rapatriés sanitaires,

» Décident à l'unanimité de faire une grève de la faim indéterminée à compter du 10 février 1948.

» De protester contre leur transfert à Saïgon, transfert qui s'avère plein de menaces pour leur sort et demander leur libération immédiate.

» Font appel à toutes les organisations ouvrières et démocratiques pour les soutenir dans leur lutte. »

Fait à Villeneuve-sur-Lot.
le 7 février 1948.

ASSEMBLEE GENERALE de la REGION PARISIENNE

Dimanche 22 février, à 14 heures, à la Société d'Encouragement, 44, rue de Rennes (métro : Saint-Germain-des-Prés).

A L'ORDRE DU JOUR :

La construction du Parti Révolutionnaire et le problème du centrisme.

Tous les militants de la région sont priés d'assister à cette Assemblée.

La section de Clichy organise une réunion publique et contradictoire, vendredi 13 février, à 20 h. 30, salle des fêtes, 115, rue Henri-Barbusse.

Orateurs : Michèle Mestre et Pierre Lambert.

— Le P.C.I. devant la scission syndicale.

— Les leçons des grèves.

Toute la correspondance pour « Quatrième Internationale » doit être adressée à : Mlle Weil, B.P. 124 Paris-19e.

J. C. I.

Jusqu'à nouvel avis, les mandats destinés tant à la trésorerie nationale de la J.C.I. qu'à l'administration de « La Jeune Garde » doivent obligatoirement être envoyés à :

PICARD, 26, place de la Nation.
— CCP. 5660-34.

Réunion des trésoriers de la région parisienne, le Mardi 17 février, au centre, à 20 h. 45.

Ordre du jour :

Régularisation financière de la R. P.

Campagne du million.

Le trésorier ou à défaut un délégué de la cellule doit obligatoirement être présent.

Le camarade Martin, de Prolongeau, a omis de nous donner son adresse. Nous ne pouvons lui répondre.

Prière de l'envoyer au journal.

Le gérant : M. HULLIAS.
B. N. P. P.

SOCIETE NATIONALE DES ARTS GRAPHIQUES DE PARIS
IMPRIMERIE MARTIN-B
— 100, rue Réaumur, 100 —
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

LE CARNET DE L'AFFAME

En prenant comme base le salaire du manœuvre de la métallurgie qu'en 1938 le quintal de blé valait 203 francs ; un ouvrier gagnait 13.210 francs par an (soit 65 quintaux). En 1947, au mois d'octobre, le quintal de blé était à 1.350 francs et l'ouvrier percevait environ 110.000 francs (soit 65 quintaux). Simple comparaison !

★

Pour améliorer le ravitaillement, le ministère des Finances a accordé des autorisations à l'achat d'escargots gouyssiaques. Nous voilà sauvés !

★

On parle de 65 francs pour un litre de pinard. Pourtant, officiellement, la récolte de vin, 1947, de quarante-sept millions d'hectolitres ou litre de quarante pour le compteur présidentiel, le principal argument pour obtenir le vote libre d'un « Conseil » tout-puissant que celle-ci entraînerait la baisse des prix.

★

En décembre, le ravitaillement nous a apporté des apports mensuels d'huile nécessaires dont un contingent de 2.500.000 était attendu à Dunkerque. Pourvu-les-soient-ce qu'ils sont devenus ?

★

L'électricité de France applique une augmentation sur la totalité du relevé à payer le nouveau tarif qui ne paraît que du 1er janvier.

UNE VIEILLE RENGAINE

Les chômeurs sont des fainéants

Le chômage s'amplifie et la presse capitaliste qui, jusqu'ici, l'avait ignoré commence (notamment « La Vie Française », organe financier de la haute bourgeoisie), devant les revendications des organisations ouvrières en faveur des chômeurs, une campagne calomniatrice du genre de celle menée avant guerre. Mais oui ! Voyons, 75 % des salaires pour les chômeurs ! Horreur ! Mais les ouvriers, ces fainéants, préféreront ne rien faire et toucher 75 % que de travailler à salaire normal. Bientôt nous apprendrons que s'il y a du chômage, c'est parce que les ouvriers ne veulent pas travailler.

La même presse voudrait faire croire au caractère saisonnier du chômage. Or, celui qui sévit depuis plusieurs semaines, et va en s'amplifiant dans le bâtiment, ne peut certainement pas s'expliquer par le froid, alors que l'hiver est des plus doux.

En réalité, l'explication du chômage par la presse capitaliste, et sa minimisation par son soldat, sont caractère saisonnier, sont un peu simplistes. Leurs auteurs cherchent hypocritement par des moyens à cacher les véritables causes du mal, liées au régime capitaliste, afin de désunir la classe ouvrière des seuls remèdes pouvant lui permettre de combattre le chômage.

Mais les travailleurs ne s'y laisseront pas prendre et exigeront :

1. Pour arrêter le développement du chômage : RETOUR AUX 40 HEURES ;

2. Pour les chômeurs : 75 % DU SALAIRE AVEC APPLICATION DE L'ECHELLE MOBILE.

Pour défendre ces revendications, les chômeurs, soutenus par tous les ouvriers, s'organisent dans les COMITÉS DE CHÔMEURS : ils exigeront des permanences dans les bourses du travail.

Au Conseil National de la Fédération Postale

Le conseil national de la Fédération postale (C.G.T.) se tint à Paris, les 6 et 7 février. Première réunion annuelle des P.T.T., depuis la scission.

En général, pas d'assemblées ni congrès départementaux ou régionaux, préparatoires. Le bureau fédéral ne tient pas suffisamment d'abord de regonfler les militants qui, jusqu'à présent, l'ont soutenu ; puis de regrouper les cadres syndicaux P.T.T. avant la campagne de reconquête des effectifs. Pour cela, il fallait un C.N. spectaculairement démocratique, libéral, optimiste.

Le Léap, au nom du bureau confédéral, Picoot, Bontemps, ainsi que plus vingt délégués de province, affirmèrent leur conviction de voir, en 1948, se réaliser l'unité dans la Fédération postale et la C.G.T., ce qui revient à dire que le problème ne se pose pas !...

Pourtant plusieurs interventions, notamment celles des syndicalistes, Jouhaux et ses collègues, ne portant pas seuls la responsabilité de l'échec de la grève de novembre-décembre 1947 et de la scission. L'attitude de collaboration de classes du gouvernemental, l'orientation chauvine, le « produire-produire » la « grève arme du trust », le climat intérieur de la C.G.T., depuis sa renaissance légale, les ont aidés.

Le rapport d'activité présenté par Picoot fut adopté (vendredi à minuit !) à mains levées, à l'unanimité des présents moins deux abstentions (dont l'Oise).

Sur le plan revendicatif général, le bureau fédéral propose, avec la C.G.T., 11.600 de minimum vital et, pour « lutter » contre la scission, « tirer dans la Fédération postale et la C.G.T. Insuffisance certaine dans les deux cas. La chômeur nouvelle aura à y revenir au cours de la préparation du prochain congrès fédéral, annoncé de décembre à juillet 1948.

Le C.N. décida de remplacer les onze démissionnaires de la C.E. par des camarades qui, en général, furent et sont en désaccord avec le bureau fédéral ; les statuts imposent pourtant, dans ce cas, la consultation des adhérents.

Mougard et Doudain firent une déclaration lue à la tribune par Lafièvre, et qui doit être insérée dans le journal fédéral, elle souligne le caractère exceptionnel et provisoire de la cooptation, demande des mesures vraiment unitaires et une tribune libre permanente dans la presse syndicale.

Il est réconfortant de constater que, malgré la formation de la Fédération syndicaliste (en juillet 1947), malgré la récente scission du syndicat syndical (Force ouvrière) l'opposition à la bureaucratie cégétiste n'est pas morte. Dans les P.T.T. Cette opposition unitaire se refuse à scinder la C.G.T. et lutterra pour l'unité syndicale et contre les scissions syndicales, par l'unité d'action.

Qu'est-ce que l'échelle mobile ?

C'est l'adaptation automatique des salaires au coût de la vie.

Chaque fois que les prix augmentent, les salaires sont rajustés.

Qui vérifie de combien les prix ont augmenté ?

Les organisations syndicales ouvrières calculent l'indice du coût de la vie sur la base des produits indispensables à l'existence d'une famille ouvrière. Les ministères ne peuvent pas faire confiance aux services des statistiques gouvernementales, car la bourgeoisie a intérêt à fausser les indices pour camoufler l'écart grandissant entre prix et salaires. C'est pourquoi les ouvriers s'appuient sur leurs organisations syndicales.

Mais celles-ci ne peuvent pas, pour établir leur calcul, faire confiance aux patrons, qui camouflent la part réelle de leurs bénéfices, le montant exact de leurs prix de revient, la valeur de leur stock, etc.

Les travailleurs seuls peuvent fournir les véritables renseignements, en contrôlant eux-mêmes les prix de revient des marchandises fabriquées.

Ce qui signifie qu'ils doivent contrôler, en même temps, le fonctionnement général de l'entreprise, pour éviter les fuites, les combines, le marché noir, etc.

Les comités d'entreprise peuvent-ils exercer un véritable contrôle ouvrier?

Non, car légalement leurs pouvoirs limités leur interdisent de jouer ce rôle.

Les représentants ouvriers au Comité d'entreprise sont liés par le secret professionnel et ils n'ont connaissance que du « Bilan profits et pertes » volontairement faussé par le patronat pour camoufler les bénéfices exacts de l'entreprise et les parts qui reviennent aux gros actionnaires.

C'est pourquoi les comités doivent briser les cadres « légaux » du comité d'entreprise, s'ils veulent exercer un véritable contrôle.

Sur quel salaire de base l'échelle mobile doit-elle jouer ?

Il y a bien longtemps que les salaires les plus bas ne correspondent plus à un minimum vital.

L'échelle mobile ne peut donc jouer sur les salaires actuels.

Elle doit être appliquée sur le salaire minimum vital.

Comme point de repère, le P. C. I. propose que le minimum vital soit calculé en partant du minimum vital fixé par la C.G.T. en février 1946 : 4.000 francs multiplié par l'indice d'augmentation du coût de la vie, c'est-à-dire 4,5 environ, ce qui donne :

4.000 × 4,5 soit 18.000 francs approximativement.

Nouvelles méthodes d'exploitation

Extrait de la « Vérité Chausson », édité par la cellule du P.C.I. de Chausson, Asnières-Gennevilliers :

« Produisez ! Puis les licenciements ! La direction Chausson veut garder sa réputation de patronat de combat.

» Elle ne licencie plus ouvertement, elle mute. Par exemple : plusieurs O.S. 2 sont mutés à Asnières, où on leur propose un emploi de O.S. 1 : diminution de salaire, 4 à 5 francs de l'heure !

» Dernièrement, plusieurs P.I. sont obligés de suivre le même chemin. On leur propose un emploi de O.S. 2 : Diminution de salaire, 11 francs de l'heure ! C'est à prendre ou la porte !

» Pression tout azimut, délassement !

» Délégations massives à la direction où sera représenté à la fois le personnel d'Asnières et de Gennevilliers. »

A bas les sanctions pour faits de grève !

« Pour se débarrasser de quelques camarades gênants, la direction leur intente des poursuites. Ils encourent de 6 mois à 2 ans de prison. Pour faire aboutir notre mouvement de grève, ces camarades, mandatés par le C.O. de grève ont disposé de l'usance de l'établissement. Tous solidaires de ces camarades pour empêcher toute sanction.

» Nous appelons les camarades de toute opinion à soutenir toute action que la section syndicale devrait reprendre pour défendre ces camarades.

» Front unique contre le patron ! »

Pour soutenir LA VERITE abonne-toi

Un an	300 fr.
6 mois	150 »
3 mois	80 »
de soutien	500 »

Adresse ton abonnement, dès aujourd'hui, à « La Vérité », 106, rue Réaumur, Paris-2e.

De la Bastille à la République aux cris de : « INDÉPENDANCE NATIONALE »

Quelques dizaines de milliers d'ouvriers ont défilé dimanche dernier de la Bastille à la République.

Que sont devenues les manifestations monstres d'il y a un an ?

Qu'est devenu l'immense public sympathisant qui assistait autrefois à ces défilés ?

Seuls les militants du P.C.F. ont manifesté.

Ils restent sombreux et leur parti est profondément divisé dans les masses ouvrières, mais son isolement est révélé.

C'est là le plus grand succès de la bourgeoisie. Dimanche dernier il apparaissait dans sa réalité réactionnaire.

Les trente membres de la *Bataille socialiste* qui suivaient immédiatement le comité central du P.C.F. — et qui prirent place à la tribune aux côtés de Frachon, Thorez, Duclos — ne pouvaient faire illusion. Pas plus d'ailleurs que les quelques dizaines de militants qui se regroupaient derrière une bannière du Front national.

Des immenses délégations syndicales d'autrefois, il ne restait que des représentations squelettiques.

Les organisateurs de la manifestation avaient d'ailleurs abandonné la séparation entre paris et syndicat.

C'est ainsi qu'on voyait, à quelques mètres l'une de l'autre, la bannière du P.C.F. de Bagneux et celle de l'Intersyndicale de la même ville ; la bannière du P.C.F. de Colombes et celle de l'Intersyndicale de Colombes ; la bannière du P.C.F. du 6e arrondissement et celle des syndicats S.N.C.F. de la Banlieue-Sud, etc.

Réduite dans ce défilé à un faible nombre de militants, la C.G.T. donnait l'impression d'être l'annexe du P.C.F.

C'est essentiellement aux cris de « *Nous défendons la République* », « *Nous sauverons l'indépendance nationale* » que la manifestation s'est déroulée.

Quel espoir, sur un tel programme paritaire, de ressouder les rangs ouvriers ? Aucun. Sans jouer au prophète de malheur, on peut affirmer que d'ici quelques mois, l'isolement des militants staliniens sera encore accru par cette politique.

Seule, parmi toutes les délégations, celle des Vietnamiens, avait une allure combative et révolutionnaire.

Mais'ensuite, les Etats de Jules Moch (certains avaient le visage en angle) ils défilèrent aux cris de « A bas Bao-Dai », Libérez Dank ! » Mais devant et derrière eux, deux fanfares jouaient inlassablement la *Marseillaise* et le *Chant du Départ*...

Il faut créer le mouvement révolutionnaire de la jeunesse

C'est en présence d'une centaine de délégués que s'est tenu, samedi et dimanche derniers, le deuxième congrès de la Jeunesse communiste internationaliste.

Le congrès entendit d'abord le rapport moral, présenté par le camarade Garnier, qui examina minutieusement l'activité de la J.C.I. depuis soncongrès de fondation, tenu à Pâques 1947.

Il fit d'abord ressortir que la politique qui y avait été définie s'était trouvée vérifiée, dans ses grandes lignes, par l'évolution même de la situation. La jeunesse travailleuse a, en effet, montré, au cours des mouvements revendicatifs, que son enthousiasme et ses capacités de combat s'étaient aussi grandis que par le passé ; et ceci est notamment prouvé par sa participation aux comités de grève, aux piquets, par sa place à la tête même des combats grévistes.

Mais, en même temps, la jeunesse conserve des préoccupations particulières ; elle aborde la lutte de classes à sa manière.

Arrivé à ce point, le rapporteur indique que, si la politique générale de la J. C. I. s'était trouvée vérifiée, les militants et la direction elle-même n'étaient pas toujours au mettre au point des méthodes appropriées répondant, dans les faits, aux désirs et aux besoins des jeunes travailleurs.

Les interventions des délégués de la région parisienne et de la province vinrent confirmer cette analyse.

☆

Le rapport politique, présenté par le camarade Boudrau, partit précisément de cette constatation pour essayer d'établir quelles tâches nouvelles la situation impose à la J.C.I.

Il indiqua que les revendications, même économiques, apparaissaient souvent à la jeunesse au travers de la question des « loisirs » que les jeunes travailleurs veulent conquérir et élargir.

En second lieu, la politique actuelle de la bourgeoisie met plus que jamais au premier plan la nécessité de lutter contre le militarisme, instrument de domination intérieure et extérieure du grand capital.

Enfin, les jeunes travailleurs doivent se préparer à lutter contre les tentatives des réactionnaires, quelles que soient leurs étiquettes, pour supprimer toute liberté ouvrière.

C'est sur ces trois points que la J.C.I. a décidé de faire porter ses efforts en ayant la préoccupation constante de lier à chaque instant l'action révolutionnaire et l'éducation. Pour mener à bien cette politique, le Congrès de la J.C.I. donne Rénovation de Jeunesse regroupant tous les jeunes désireux de se dévouer pour la révolution.

Il apparaît du fait que la J. M. doit, d'autre part, coopérer au rassemblement révolutionnaire sur le terrain adulte, la J. C.I. ne considère pas qu'il y ait contradiction entre ses deux nécessités.

La J.S. peut, en fait, mener à bien ses tâches adultes en accordant l'attention nécessaire à la création d'un Mouvement Révolutionnaire de Jeunesse dont les adhérents seraient libres, d'autre part, d'adhérer au groupement politique adulte de leur choix (Action Sociale Révolutionnaire, P.C.I., etc.).

C'est dans ce sens que la J.C.I. s'adressera, dimanche, au Conseil national des J.S., où prépondérant, notamment, le temps d'une Conférence de fondation du Mouvement Révolutionnaire de Jeunesse.

Nous ne doutons pas qu'un tel Mouvement, s'il était promu en accord entre la J.C.I. et la J.S., parviendrait à compter sur de nombreux concours, dépassant largement le cadre des adhérents actuels de la J.S. et de la J.C.I

SOUDRAN.

LES ANARCHISTES ET L'UNITE D'ACTION

LORS d'une réunion publique qu'il tenait à Lyon, le camarade Lapeyre, de la Fédération anarchiste, a fait à un militant du P. C. I., qui lui proposait l'unité d'action, la réponse ordinaire de son mouvement : « Quant à l'unité d'action contre le mal, oui, avec tous ceux qui la veulent : mais, en tant que libertaire, je ne serai jamais l'unité avec un politicien. Je ne m'unirai pas avec un trotskiste, mais avec toi, en tant qu'homme, avec tous les hommes, quels qu'ils soient, s'ils luttent pour la liberté. » (« Le Libertaire » du 5 février.)

A vrai dire, l'unité d'action que nous avons à proposer à la Fédération anarchiste n'est pas dirigée contre le « mal » (?) en général ni pour la « liberté » en général, mais contre l'ennemi de classe, et plus précisément contre les mesures antiouvrières du gouvernement Schuman et les mesures bonapartistes de de Gaulle. Sur ces points, il est impossible d'unir tous les hommes, même en écartant ceux, peu nombreux, qui ne se réclament pas de la « liberté » en général.

A cette notion précise d'un front ouvrier en face du front de la bourgeoisie, Lapeyre oppose le front de l'organisation libertaire contre tous les politiciens, dans lesquels il englobe le P. C. I.

Une mystification.

Comment ce mot de « politique » permet-il de ranger dans le même camp, d'une part, toutes les variétés de défaitistes de l'Etat bourgeois, et d'autre part les trotskystes qui, comme les libertaires, ont pour but sa destruction et l'édification de la société sans classes ? Uniquement en raison de divergences sur les moyens et les méthodes à utiliser pour parvenir au communisme.

Ces divergences portent sur des questions essentielles que sont la nécessité du pouvoir prolétarien, sur laquelle nous revendiquons, et surtout la nécessité du parti ouvrier révolutionnaire, outil de la lutte contre le capitalisme.

Celles, de telles divergences théoriques justifient l'existence d'organisations distinctes au sein du prolétariat. Mais la similitude des buts donne à ces organisations, en dernier ressort, la disparition de tout Etat (par la révolution sociale) mettent côte à côte, dans la lutte, anarchistes et trotskystes, et les opposent, ensemble, à toutes les nuances de la bourgeoisie ou de collaboration de classes.

Nous n'engageons pas ici une querelle de mots pour savoir si, en abandonnant la « pureté » individualiste, les anarchistes n'ont pas fait de leurs organisations de véritables partis. Ce que nous considérons, ce sont des positions prises effectivement dans une grève ou de classes très réelle. La communauté de buts révèle la communauté du camp de classes, puisqu'en fin de compte seuls les deux camps s'opposent aux buts des bourgeois. Il nous importe peu que la Fédération anarchiste soit ou non un parti ; l'important, c'est de savoir où et contre qui elle se bat.

Aussi est-ce mystifier les travailleurs et semer une confusion lamentable que de tenter de leur faire croire que la frontière de leurs intérêts ne se place pas en fonction des buts de classe et de la lutte pour les atteindre, mais entre, d'une part, les partisans des libertaires qui ont décidé qu'elles n'étaient pas « politiques », et, d'autre part, les partis politiques, y compris les organisations syndicales qui ont une politique différente de la « politique » anarchiste.

L'unité d'action,

c'est l'intérêt des travailleurs

De profondes divergences entre des classes ouvrières légitiment leur organisation autonome et distincte. Par contre, l'existence d'objectifs communs, même limités, impose chaque fois que c'est possible de frapper ensemble l'ennemi de classe.

L'unité de front multiplie les chances de succès.

Cela a été compris par le groupe libertaire polonais qui propose au Congrès International anarchiste d'étudier le problème du front unique avec tous les courants révolutionnaires parmi lesquels les trotskystes.

Qu'un anarchiste individualiste n'accorde de valeur « que avec d'autres individus », cela est conforme à sa logique ; mais que des libertaires qui ont compris la nécessité de l'organisation pour la lutte refusent l'alliance de classe avec une autre organisation révolutionnaire sous le prétexte grammatical que cette organisation est politique c'est là de sectarisme qui effriboit la classe ouvrière.

C'est la logique de cette position qui conduisait naguère la Fédération cégétiste du rail aux accords avec des organisations qui pourtant n'étaient pas plus réactionnaires.

Pour nous, nous considérons la Fédération anarchiste comme l'organisation d'un authentique courant du mouvement ouvrier. Indépendamment de nos désaccords profonds et sans rien abandonner de nos critiques à son égard, nous continuerons à lui proposer l'unité d'action. Nous le ferons chaque fois que nous pourrons frapper plus fort en portant nos coups ensemble contre l'ennemi commun : la société d'exploitation de misère et de sang.

MAURIN.

LA ZONE SOVIÉTIQUE d'occupation en Allemagne

par Jean Marcoux

UNE erreur capitale — et fort courante — est la croyance que, dans tous les pays occupés ou contrôlés par l'U. R. S. S. après la deuxième guerre mondiale, s'est établi le même système de propriété. En réalité, des différences existent, et elles sont frappantes lorsque l'on compare la zone soviétique d'occupation en Allemagne et les pays anciennement alliés au Reich, dont nous avons parlé jusqu'ici.

Une politique réaliste

A l'effondrement du régime hitlérien, la totalité des propriétaires industriels et des hobereaux avaient fui les régions où s'avançaient les armées soviétiques.

Une zone comptant plus de 17 millions d'habitants et 100.000 entreprises tomba sous le contrôle de l'U.R.S.S.

Quelle fut la politique du Kremlin en présence de cette situation ?

Son premier soin fut de procéder à un démontage industriel sur une grande échelle. Ce démontage a porté, sur au moins 20 % des industries tombées entre les mains des Russes, et se trouvait dans aucun pays occupé une proportion aussi gigantesque.

Mais étant les « réalistes », il était naturel que l'U.R.S.S. récupère des machines pour compléter les machines perdues par les Allemands ». A ce propos répondrons : le démontage décortiqué, dans le détail, toute possibilité d'association réelle et ferme du peuple allemand avec le peuple soviétique. En effet, ou il était pas et employant les méthodes de pillage de Hitler que l'on pouvait convier un peuple à une « tâche commune ». D'autre part, un gaspillage inouï des biens démontés a marqué la stupidité criminelle de cette politique. Une telle démontée exige un grand capital pour être « remontée » (bâtiments, installations devisées). Des milliers de machines démontées ont été abandonnées à la rouille et à la pluie, le long des voies qui mènent en U.R.S.S.

Voilà ce que des irresponsables ont appelé une politique réaliste.

Trois systèmes de propriété

Après l'échec du démontage d'usines, le Kremlin décida d'autre chose pour sauver la face. Il a mis en place, en Allemagne, les usines les plus importantes.

Environ 250 usines géantes ont été décrétées propriété soviétique et intégrées « dans l'économie soviétique ». Voilà une politique bolchevique », diront ceux qui ne savent rien du U.R.S.S. Mais, ce qui est intégré par une bureaucratie qui a rompu, il y a belle lurette, avec la révolution. Ce système de « vol » vous aura à faire avec le « bolchevisme ». Ces « propriétés soviétiques » sont par rapport à la propriété nationale des propriétés semblables à n'importe quelle propriété étrangère. Elles sont intégrées sur la base du système du profit ; pour les ouvriers qui y sont employés, du point de vue salaire, heures de travail, direction de l'entreprise, ou tirer de profit. — les usines sont chargées par Moscou sont des usines comme les autres. Par rapport au plan quinquennal soviétique, il n'est, en aucun cas, question de « faire du bien » pour les ouvriers ; pensez au sort des ouvriers de l'étranger ; revenu sur la base d'un tiers de propriété.

En dehors de ce système qui a retiré des prolétariats allemands et au prolétariat allemand — les industries-clés, il y a deux autres régimes de propriété : 1° propriété nationalisée qui embrasse toutes les entreprises au-dessus de 50 ouvriers ; 2° propriété privée comprenant toutes les entreprises comptant moins de 50 ouvriers et qui fonctionnent comme tout entreprise à la tête des pays capitalistes classiques.

RESUME DES ARTICLES PRECEDENTS (V)

Dans trois les pays anciennement alliés du Reich, Roumanie, Hongrie, Finlande, Bulgarie, la zone soviétique (U.R.S.S.) est « bien » alliée, les réparations, comme obligation imposée à ces pays de « vaincus » dans le cadre national, ont conduit à une grave crise de la vie économique des rapports capitalistes et à l'éclatement d'une économie harmonieuse s'étendant à toute l'Europe du nord, du centre et du centre-est.

Ici, le trois systèmes de propriété ne permettent pas une réorganisation harmonieuse de la « zone » économique les industries-clés ne sont pas liées aux autres industries mais fonctionnent comme tout « trust » étranger qui n'apportent rien au marché local.

Il est évident que tant que ce cloisonnement tripartite subsistera, aucune réorganisation économique progressive de l'économie allemande ne sera possible. Il est également évident que le problème posé par cette zone n'est pas limité à ses frontières et qu'il intéresse toute l'Allemagne, tous les pays danubiens qui ne peuvent produire sans aucun apport de l'industrie allemande — en fait, toute l'Europe.

La destruction du féodalisme

Dans le domaine de la propriété industrielle, la lutte politique pour le retrait de tous les occupants coïncide, en fait, avec la nécessité de confier, sous contrôle ouvrier et gestion ouvrière, l'ensemble des industries-clés tenues à l'Etat par les U.R.S.S. et « Russes » par les impérialistes. Sans cela, toutes les « réorganisations progressives » dont parlent les « dictates » s'avéreront phrases creuses et mensongères.

Dans le domaine agraire, les réformes impulsées par les Russes ont détruit les restes de la propriété féodale. (D'ailleurs cette grande partie des domaines féodaux se trouvait en Prusse, qui comme on le sait a été annexée à la Pologne.) Si cela constitue à premier l'accession à la propriété de nombreux réfugiés allemands refoulés de Prusse ou de Bohême, il ouvrait toutefois faire de cette zone la distribution des terres, qui a détruit en même temps la propriété koulak.

Au contraire comme en Hongrie (un koulak (100 à 150 hectares) a été laissé intacte, laissant subsister la « classe » (appui des couches fortunées des campagnes. La couche des koulaks a pris en main, en tant que direction des villages et le koulak, le spéculateur de ville et le propriétaire individuel — la seule propriété du marché noir — est prêt en main... l'organisation de la misère, sous les impérialismes impulsantes de l'occupant « soviétique ».

(A suivre.)

En Italie

(Suite de la première page)

bliquement avec les grévistes, contrairement à l'attitude de la direction du parti. Lors de la grève générale de l'Emilie-Romagne au début de décembre, la F. G. S. participe activement aux piquets de grève, et plusieurs des membres de son exécutif furent gravés par la police de de Gasperi. Ce fut au lendemain de ces événements que, par un coup de force typique pour un « démocrate » professionnel de son genre, Saragat prend cette duc décisions de la direction du parti en faveur du gouvernement.

A cette honteuse capitulation, la gauche révolutionnaire riposte par un violent « Non ! » à de Gasperi. Elle édite à Rome un journal, « Riscossa Proletaria » qui, en premier lieu, prend régulièrement position contre la collaboration gouvernementale, précise également l'attitude de la tendance face aux grèves. « Pour nous, écrivait « Riscossa Proletaria », tous le titre « A l'avant-garde de l'agitation ouvrière », le problème des grèves et agitations ouvrières est absolument différent (de l'attitude des centristes). C'est à travers cette lutte que la classe ouvrière devra acéder à une conscience politique. Elle devra se rendre compte du véritable but de son action, qui n'est pas d'obtenir quelques ministres dans un gouvernement bourgeois, mais qui est représenté par la nécessité de la conquête du pouvoir, seul moyen pour mettre fin à l'oppression capitaliste. »

★

Au Congrès même, le parti savoyard a dû faire face à une crise très grave. Les nombreuses réalisations de la direction centriste ont conduit à l'inquiétude de ce qui subsiste en tant que militants ouvriers devant la politique collaborationniste de la direction. Mais, au cours du Congrès, les dirigeants centristes tapèrent une fois de plus leurs mandants et acceptèrent une proposition de Saragat de bloquer avec la droite sur une résolution commune.

★

A peine le Congrès était-il terminé que la nouvelle direction dit seul le comité national et l'exécutif de la F. G. S. ont proposé une commission de gestion composée de ses propres créatures réformistes. Ses tentatives de minimiser la scission et de prétendre que « quelques individus » se sont « trompés » ne sont ainsi contredits par ses propres actes.

Les camarades de la gauche révolutionnaire et des jeunesses sociales ont qui quitté le P. S. I. L'ex-secrétaire de la F. G. S. a été toute particulière de la part des jeunesses « nanistes ». Mais les camarades constituent trop le mouvement bourgeoisie intégrant dans ce parti pour se faire la moindre illusion sur les possibilités d'une nouvelle bataille de tendance dans ce sens. Ils ont déclaré publiquement qu'ils ne pensent nullement rejoindre le P. S. ITALIEN DE NENNI, MAIS QU'ILS DÉTERMINÉ SE VOUER COMPLÉTEMENT A LA TACHE DU REGROUPEMENT DE TOUTES LES FORCES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES EN ITAL